



Communiqué de presse

Vendredi 21 septembre 2007

PCB : Les demandes de la FRAPNA et FNE trouvent un écho de plus en plus fort auprès des régions Rhône Alpes et PACA ainsi que de l'Etat

A l'occasion de la conférence organisée par la **FRAPNA** (Fédération Rhône Alpes de Protection de la Nature), ce jeudi 20 septembre sur les berges du Rhône, le dossier PCB a pris une nouvelle ampleur. La mobilisation politique s'est concrétisée, répondant à l'importance des enjeux.

Le Président de la Région Rhône Alpes et porte parole des régions de France au Grenelle de l'Environnement, Jean-Jacques Queyranne, accompagné par sa Vice Présidente à l'environnement Hélène Blanchard, a publiquement rappelé son soutien à la FRAPNA sur ce dossier dramatique.

Par ailleurs, les représentants du mouvement associatif en charge du dossier, **Pierre Beaudouin (Président de la FRAPNA), Alain Chabrolle (Vice Président) et Sébastien Genest (Président de France Nature Environnement)** se félicitent de l'engagement pris par les Présidents de régions Rhône Alpes et PACA de porter la demande de création d'une commission d'enquête parlementaire devant les plus hautes autorités.

Cette requête, formulée depuis plusieurs mois par FNE et la FRAPNA, est appuyée par une demande de financement auprès de l'Etat pour établir un programme d'études et de mesures visant à identifier et limiter les conséquences de cette pollution sans précédent en France.

Ces déclarations entérinent un partenariat FRAPNA – Région, fruit de plusieurs années de travail et de mises en garde sur une catastrophe environnementale, sanitaire et économique que nous avons eu de cesse de dénoncer.

Aujourd'hui, le train est lancé. FNE et la FRAPNA resteront vigilants quant aux réponses de l'Etat. Toute la lumière doit être faite sur l'application et la pertinence des réglementations, le manque d'information du public et la lenteur des mesures et études engagées à partir du moment où la pollution s'est avérée existante...

FNE et la FRAPNA, tout en rappelant leur détermination, se félicitent également de la tenue d'une réunion, à leur demande, de tous les acteurs de ce dossier le 10 octobre 2007 à Lyon. Lors des prochains rendez-vous avec les ministres concernés, nous renouvellerons notre demande d'extension des investigations à l'ensemble du territoire national, afin d'établir un diagnostic définitif de la santé de nos cours d'eau.